

ABONNEMENT.

Un an. 30 fr.
Six mois. 16
Trois mois. 8

Hors du Département.

Un an. 35 fr.
Six mois. 18

On s'abonne

Chez tous les Libraires
français et étrangers.

ECHO DE L'OUEST

DIEU ET LA FRANCE

Religion. — Famille. — Propriété.

INSERTIONS.

Annonces, la ligne. . . 20 c.
Réclames, — 30
Faits divers, — . . . 75

S'adresser, pour l'insertion
des annonces, à M. PAUL
GODET, imprimeur, place
du Marché-Noir.

On s'abonne

Chez tous les Libraires
français et étrangers.

EUGÈNE DE MIRECOURT,
Rédacteur en chef.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

ADMINISTRATION.
Rue Saint-Jean, n° 8, à Saumur.

ÉPHÉMÉRIDES DE LA COMMUNE.

15 AVRIL 1871.

Canonade affreuse pendant la nuit. Le fort de Montrouge répond aux batteries de Bagnaux. Pendant les jours les plus terribles du siège on n'a rien entendu de pareil. On bat la générale, peu de gardes nationaux répondent à l'appel.

Rapport du général Cluseret qui annonce une défaite de Versailles.

Arrive une circulaire de M. Thiers. Tout le fracas de la nuit a été en pure perte. On n'a pas tué un homme aux troupes de l'ordre. Les insurgés ont canoné dans le vide. Qu'on se tranquillise. Les lenteurs sont nécessaires; elles n'ont d'autre but que de rendre la victoire moins sanglante et plus certaine.

La Conciergerie renferme soixante prêtres. On ignore le nombre de ceux qui sont incarcérés à Mazas. Ceux de la Conciergerie ont une nourriture ignoble: le matin une brique de pain noir à peine cuit; le soir à 3 heures une portion de riz, ou un imperceptible morceau de viande douteuse. Défense de se procurer à leurs frais à la cantine une nourriture plus convenable.

A Notre-Dame-de-Lorette, la domestique du presbytère est mise sous les scellés. On lui passe des aliments par une lucarne.

Un corbillard tendu de blanc passe auprès de l'église. Un enfant de quatorze ans est couché dans le cercueil. Le père s'arrête et pleure de ne pouvoir faire dire une prière pour son enfant.

L'aspect de Paris est désolé. Personne sur les boulevards. Vide et solitude partout. Plus de six cent mille personnes ont pris la fuite. Les magasins se ferment, les arrivages diminuent aux Halles, on sent que la famine approche.

16 AVRIL.

Toujours même fracas des forts et toujours canonade dans le vide.

A Neuilly, lutte meurtrière. On s'attaque à la baïonnette. Le général Cluseret déclare qu'il a fait prisonniers des zouaves pontificaux de Charette et qu'il leur a enlevé un drapeau aux trois couleurs disposées en forme de croix romaine.

Or, il n'y a pas un seul zouave pontifical à Versailles.

Deux délégués ceints de l'écharpe rouge, accompagnés de plusieurs centaines de gardes nationaux, cernent pendant la grand-messe l'église Saint-Jacques du Haut-Pas. Ils entrent le chapeau sur la tête et s'écrient: « — Que les femmes sortent de l'église, et que les hommes restent! » On arrête le curé et les deux vicaires. Un convoi se présente à la porte, on l'empêche d'entrer. Les parents du défunt s'adressent au chef du détachement qui leur dit: « — Eh! conduisez votre mort directement au cimetière! A quoi bon le faire passer par cette maison hantée par des calotins? »

Perquisitions, insultes et sévices, au couvent des Oiseaux. Tout le quartier s'indigne. Les religieuses nourrissaient depuis un temps indéfini les familles indigentes.

A trois heures, pendant l'office de vêpres, envahissement de l'église Saint-Vincent de Paul. On enferme les prêtres dans la sacristie. Un vicaire obtient à grand-peine l'autorisation d'enlever les saintes espèces du tabernacle.

FAUSSE SÉCURITÉ.

En caractérisant la petite harangue d'adieu adressée par M. Thiers à l'Assemblée nationale, nous nous étonnions de la satisfaction prodigieuse dont ce discours portait l'empreinte; M. le Président de la République ne voyait partout qu'un ciel bleu, et demandait à tout le monde de partager sa parfaite quiétude. Quinze jours à peine nous séparent de ces déclarations, et les doutes qu'elles nous avaient inspirés n'ont fait que s'accroître.

Personne à Paris n'ignore les excitations nouvelles apportées par les fédérés revenus des pontons; les quartiers populeux où bouillonnent les passions démagogiques ont pris une certaine physionomie qu'ils n'avaient pas depuis la chute de la Commune.

Le *Journal officiel* a pu démentir une prétendue conversation entre le Président de la République et le général Ladmirault, mais l'allocation du gouverneur de Paris aux officiers du 4^e corps n'a pas été niée et ne pouvait pas l'être. Ce discours a été à la fois un avertissement politique et un programme de résistance. C'est le contrepied du système de la quiétude, mais un gouverneur de Paris ne s'endort pas.

Il ne suffit pas de dire que l'on ne prétend pas convertir les communards, il importe d'avoir l'œil sur eux et de ne pas rendre inutiles tant de cruelles leçons. L'armée, il y a un an, faisait bravement son devoir contre les oppresseurs et les ravageurs de Paris, et nous espérons bien qu'elle le ferait encore si l'insurrection nous donnait encore une fois le spectacle de ses crimes; mais prévoir et prévenir doivent être la grande occupation des gouvernements. Et comment ne pas prendre garde à ce bonapartisme qui prend tous les tons et tous les voiles, et qui, au milieu de ses dénégations perpétuelles, nous laisse voir un emprunt conclu par l'homme tombé à Sedan? La preuve de ce qui se prépare n'est-elle pas là? Emprunté-on des millions pour adoucir les amertumes de l'exil? Et puisque la conspiration a son budget, la mettra-t-on au rang des fables?

La sécurité à l'intérieur n'est donc qu'une fausse sécurité. Elle est aussi fausse au dehors. La Prusse ne nous tient pas pour assez vaincus et se sert du prix de notre rançon pour se préparer à nous achever. Il faut voir dans les feuilles allemandes le prétexte donné à ces armements menaçants. Elles s'emparent de notre projet de loi de recrutement pour mettre fantastiquement sur pied seize cent mille Français courant à la revanche; elles savent bien où nous en sommes, et n'ignorent pas que notre armée est surtout destinée à dompter les ennemis du dedans; mais on a besoin de colorer de mauvais desseins, et, pendant ce temps-là, on met en défense les places de l'Est que nous avons perdues, on fond des canons, on perfectionne les moyens d'attaque, on organise l'armée italienne à la façon allemande, et l'on s'assure des alliés pour être plus sûr de nous anéantir en ces temps de malheur que nous traversons.

Il faut que notre gouvernement soit bien content de lui-même, bien sûr de sa force et de son ascendant dans le monde pour attacher sur une situation semblable et sur de tels horizons des regards satisfaits. Il est triste de penser que les préoccupations personnelles et les douceurs de la vanité peuvent encore trouver place dans ses crises inouïes, et que les petites choses deviennent des affaires d'Etat au milieu même de l'immensité des dangers. Nous sentons le sol trembler sous nos pieds, et quand nous prêtons l'oreille du côté de ceux qui président à nos destinées, nous entendons des voix qui nous

disent que le chef du pouvoir exécutif a parfaitement le droit de venir au palais de l'Élysée « pour donner des dîners et des soirées !!! »

POUJOLAT.

SAUMUR

15 AVRIL.

Dans l'*Union de l'Ouest* de samedi 16 avril, les chevaliers de l'Alphabet ont publié, sous la signature collective A. B.... Y. Z., le court et facétieux entre-filet qu'on va lire :

Un petit journal de Saumur, qui voudrait bien faire parler de lui, nous décoche cet aphorisme, pour marquer combien il est peu content de nos réponses à l'*Univers* :

« On peut soutenir une polémique contre vent et marée, mais on signe au moins ses articles. L'anonyme est un voile, pour ne pas dire un masque, et l'on se montre au grand jour quand on a raison. » Et... le petit journal ne signe point! Voilà qui est prêcher d'exemple. A. B.... Y. Z.

Nous l'avons dit à messieurs les chevaliers de l'Alphabet, — et ils le savent mieux que personne, — on ne s'amuse pas à signer article par article et paragraphe par paragraphe dès qu'il y a une signature générale. Tout ce que contient une feuille périodique est signé, lorsque le nom du rédacteur en chef se trouve imprimé en tête de chaque numéro.

Ce n'est pas le cas de l'*Union*, qui n'a pas la moindre enseigne sur son titre, et dont le rédacteur en chef et les protecteurs sont masqués : par conséquent l'épigramme qu'elle nous lance se retourne contre elle.

Oui, Messieurs les chevaliers, l'*Echo de l'Ouest* est un petit journal, bien modeste et bien humble! Il ne cherche point à faire parler de lui, détrompez-vous. Si parfois il s'occupe de vos articles, ce n'est pas du tout pour provoquer une réponse; il a des idées plus sérieuses, plus nobles et plus chrétiennes.

Celles que vous lui supposez sont peu charitables.

Il gémit des culbutes que vous faites en dehors du sentier de la vraie doctrine et s'efforce de désabuser ceux que vous entretenez dans l'égarement, rien de plus, messieurs les chevaliers, rien de plus!

C'est son droit, c'est son devoir.

Il s'efforcera de maintenir l'un et de ne jamais manquer à l'autre.

Vous pouvez continuer à exploiter l'abécédaire. Ayez même recours, si bon vous semble, à l'alphabet chinois, qui possède infiniment plus de lettres et vous offrira plus de ressources.

Nous ne vous arracherons pas votre voile.

Mais nous ferons en sorte de ne suivre ni votre exemple ni celui de vos patrons, en sacrifiant l'Eglise et le Saint-Père aux principes de 89.

Une deuxième séance de l'assemblée générale des comités catholiques de France a eu lieu, ces jours derniers, sous la présidence de M. le docteur Frédault.

Le président communique à l'assemblée le texte de la réponse du Saint-Père à l'adresse votée d'acclamation par l'assemblée le jeudi précédent. Il en donne lecture, et cette réponse est acclamée aux cris de : *Vive Pie IX, Pape et Roi, Docteur infallible!* Puis, sur la proposition d'un membre, l'assemblée récite à genoux, en actions de grâces, la Salutation angélique.

Le rapport de M. Lafond, prenant l'œuvre du denier de Saint-Pierre à son origine, en marque les diverses phases et établit par des chiffres, d'une

façon saisissante, que la générosité des fidèles envers la cause pontificale s'est amoindrie à mesure que le danger paraissait s'éloigner du Pape, et au contraire s'est considérablement accrue toutes les fois que de nouvelles secousses paraissaient devoir ébranler le trône de Saint-Pierre, réveillaient dans les âmes attédies le sentiment de fidélité et d'amour qui les doit lier à la cause du Pape. Aujourd'hui quelles raisons n'avons-nous pas d'exciter davantage et de soutenir ces généreux sentiments. Privé de toutes ressources, le Pape doit néanmoins suffire à la solde de ses soldats et de ses employés restés fidèles. Il doit également pourvoir aux besoins des évêques italiens auxquels le gouvernement de Victor-Emmanuel refuse leurs biens légitimes.

Sans doute, le gouvernement italien a inscrit sur son livre une somme de 3 millions à servir annuellement au Pape.

Mais Pie IX aurait horreur de toucher à cet argent, qui est le prix de l'iniquité. *Pecunia tua tecum sit*, telle est, telle sera toujours la réponse de Pie IX. C'est à nous, ses fils, de crier avec lui les protestations qui empêchent le triomphe de l'iniquité. C'est à nous de le secourir par nos aumônes et de lui faire parvenir par tous les moyens l'expression du dévouement de nos cœurs. *Clama ne cesses*. Pétitionnons, protestons, donnons de notre superflu et même de notre nécessaire. Car la France ne revivra que quand le Pape sera libre, et il faut que jamais nous ne divisions un seul jour ces deux causes qui doivent rester étroitement unies. Le rapport conclut par l'énoncé des moyens pratiques qui serviront le mieux à faire prospérer l'œuvre du denier de Saint-Pierre, et par un fervent appel à tous les cœurs pour soutenir par tous les moyens la cause pontificale.

L'assemblée tout entière adopte ces conclusions aux cris de : *Vive Pie IX! Vive le Pape-Roi!*

Les libres-penseurs, qui ont toujours quelque faible pour le gouvernement protestant de l'Angleterre, ne paraissent pas contents de la visite du prince de Galles au Pape.

Cette visite s'est passée en des termes de respect et d'empressement qui déconcertent les insulteurs ordinaires du Saint-Siège. Leur mauvaise humeur serait probablement plus grande encore s'ils savaient le langage tenu à Rome par le jeune héritier de la couronne d'Angleterre; le *Journal des Débats* en serait blessé dans ses affections. Le prince de Galles (nos informations sur ce point sont certaines) a parlé de l'invasion piémontaise de Rome comme un homme qui ne fait pas aisément bon marché de la justice et du droit; il s'est peu pressé de répondre aux avances de Victor-Emmanuel, et son attitude plus que réservée à l'égard du roi d'Italie a été remarquée.

On ne manquera pas de nous dire que cela ne tire pas à conséquence avec un gouvernement comme celui de l'Angleterre; mais les amis du gouvernement italien ne doivent pas trop s'y fier.

Le futur roi d'Angleterre emportera de Rome des impressions ineffaçables qui trouveront toujours le moyen de se faire jour. Quand l'heure aura sonné pour le règlement des comptes du brigandage subalpin, ce n'est pas le gouvernement britannique qui plaidera la cause de Victor-Emmanuel.

« Il faut, dit avec raison M. Louis Veillot dans l'*Univers* de samedi, il faut aller au fond de l'affaire de Carcassonne, savoir d'où elle vient et où elle va, et saisir dans leur travail les ouvriers qui ont fabriqué cette trame distinguée. La cause est grande; ceux qui ont mission de la soutenir ne seront pas abandonnés. Tous les catholiques de France se rangeront derrière eux.

» Nous sommes tous blessés au cœur, tous atteints de la même injure et menacés des mêmes avanies. Nous ne devons pas souffrir davantage qu'il soit si facile de persécuter nos religieuses et nos prêtres, et que le premier venu s'y puisse essayer impunément.

ment. Ce qui sera facile, quand nous le voudrons, c'est de démonter ces machines à tout écraser que nous venons de voir à l'œuvre dans les mains de la demoiselle de Narbonne et de monsieur son heureux père.

Plus on examine cette odieuse histoire, plus on est stupéfait des détails qu'on y rencontre.

L'irrévérence envers le droit y égale l'irrévérence envers la religion, et tous les genres d'abus s'y donnent la main. Nos vœux appellent une divulgation vengeresse, non moins nécessaire à la réforme intérieure de la justice qu'à la sécurité des particuliers. Il y a des choses que l'on fait, et qu'on ne doit plus faire ; il y a des hommes dont les fonctions exigent plus de prudence, plus de vigilance, plus de courage, plus de respect d'autrui et d'eux-mêmes qu'ils n'en ont su montrer ; il y a des responsabilités que la magistrature doit prendre et des irresponsabilités dont son honneur et l'intérêt public demandent que le bénéfice périlleux ne lui soit pas conservé ; il y a surtout une défense active et légale de la société religieuse dont les catholiques doivent prendre l'initiative en toute rencontre et contre tout assaillant.

Voici le nom des conseillers généraux des Vosges qui ont eu l'impudence d'écrire à M. Thiers que leur avis et celui du département tout entier était en faveur de la proclamation définitive de la République.

Ce sont MM. Mongeot, président ; Jules Ferry, vice-président ; Méline et Mathis, secrétaires ; George, Krantz, Perrut, Jacquot, Chavanne, Sadoul, Lafosse, Hercule Ferry, Martz, Delmans, Liétard, Tanant, Brisson, Kiener, Tardieu, Claude, Claudot.

La France tout entière connaît le citoyen Jules Ferry, et le citoyen Claude (des Vosges.)

Or, a peu d'exceptions près, les autres sont de la même trempe, c'est-à-dire des rouges exaltés et frénétiques, appelés par surprise au conseil général, comme cela malheureusement a eu lieu presque partout, grâce à l'abstention des électeurs honnêtes et des électeurs peureux.

Au nom du département des Vosges, qui a la République en exécration, je donne, moi Vosgien, un démenti formel au conseil général et je signe en toutes lettres :

EUGÈNE DE MIRECOURT.

Car, en vérité, c'est trop d'audace !

Si les bons ne font décidément pas un effort pour briser les mailles du réseau démagogique, nous sommes enveloppés et perdus.

« Les illusions que se fait M. Thiers et qu'il proclame en toute occasion à ce sujet, dit la Patrie, résistent à l'évidence ; mais les faits se succèdent et parlent encore plus clairement que M. Thiers.

« A Marseille, à Lyon, à Nîmes, dans le Var, à Rouen, où se produit la prétention inouïe du citoyen Cord'homme, à Bordeaux où a surgi celle de Delboy ; à Besançon, à Carcassonne et en cent autres endroits, on peut voir à quelles aberrations arrive l'audace démagogique.

« Voici un fait nouveau que nous révèle un « ordre » du général Bourbaki :

« Dans une commune du département de Saône-et-Loire, à Montchanin, deux gendarmes qui procédaient à une arrestation sont assaillis par une vingtaine d'individus ; l'un des gendarmes est terrassé. Le brigadier et deux autres gendarmes arrivent au secours de leurs camarades, dispersent les assaillants et emmènent les prisonniers. Le lendemain, le maire de Montchanin ordonnait au brigadier de mettre ces individus en liberté ; le brigadier refuse, résiste, et il est félicité, ainsi que toute sa brigade, par le général commandant en chef, pour avoir fait son devoir avec fermeté.

« Ce maire de Montchanin, n'en doutons pas, sera loué par les feuilles républicaines radicales pour avoir lutté contre la gendarmerie, pour avoir exigé la délivrance des individus arrêtés. Les journaux qui le loueront sont ceux qui poussaient M. Thiers à faire une manifestation contre l'Assemblée, ceux qui demandent « l'amnistie » pour les fédérés, ceux qui sont en faveur du citoyen Cord'homme à Rouen, qui sont avec M. Labadié à Marseille, avec M. Duportal à Toulouse, avec le maire anti-religieux à Carcassonne, et avec l'adjoint Barodet à Lyon.

« Tel est cet ordre moral dont l'honorable M. Thiers se félicitait, il y a peu de jours encore, de nous assurer les bienfaits, nous y voyons en réalité un symptôme général

qui est très-grave et qui appelle des remèdes bien autrement sérieux que les équivoques anodines, que les transactions de la politique actuelle, si tolérante aux radicaux. »

On sait que M. Courbet a eu l'effronterie de présenter deux tableaux pour l'exposition prochaine, et que ces tableaux n'ont pas été admis par cela même que le démolisseur de la colonne Vendôme les avait peints.

Vous voyez d'ici la colère des journaux sang de bœuf. Ils crient au scandale, ils osent invoquer les intérêts artistiques.

Écoutez ! voici M. Barbey d'Aurevilly qui leur répond et qui les écrase :

Les atroces bandits de la Commune, qui avaient pour pire M. Courbet, ne sont pas des ennemis politiques. Ils travaillent plus en grand et dans les dessous. Ce sont les ennemis de toute société et de tout ordre sur lequel s'établit toute société. Savez-vous et pouvez-vous dire quel est leur idéal politique ? Allez ! pas plus que vous ne pouvez dire quel est l'idéal esthétique de M. Courbet ! Leur idéal, à eux, c'est de prendre, de tuer et de brûler pour prendre, comme son idéal à lui, c'est de peindre brutalement le fait concret, le détail vulgaire et même abject. S'il n'avait été du reste qu'un communard en peinture, il n'y aurait plus que la question des œuvres à examiner ; mais il a été communard de l'autre manière, et la question de l'homme se lève de toute sa hauteur.

Faire de M. Courbet un ennemi politique qui veut rentrer dans les bénéfices que confère l'État, qu'au besoin il troublerait encore, en vérité, c'est se moquer de nous ! Pour moi, je n'admets pas que, comme maître Jacques, il n'ait qu'à retourner sa casaque d'artiste, en mettant par dessous le côté du communard et du pétroleux, pour jouir bien commodément des avantages que l'État fait aux artistes qui ne le troublent pas et qui se contentent de l'honorer.

Je regarde comme de la plus haute indécence et de la plus sanglante impertinence aussi, qu'on puisse venir faire parader ses toiles dans un monument qu'on a oublié de brûler... L'Art, l'Art dont on parle tant, n'exige pas qu'un jury français se ploie jusqu'à cette bassesse de recevoir avec respect des toiles que M. Courbet, plus fier, quoique communard, n'aurait jamais dû envoyer. L'Art n'est pour rien là-dedans. Ce sont des mots qu'on fait tinter aux oreilles des imbéciles. Si Courbet a fait des chefs-d'œuvre, il trouvera bien ailleurs qu'à l'Exposition des contempteurs.

Voilà donc son intérêt et celui de l'art préservés ; mais les intérêts de la morale publique, d'une convenance plus haute que tout, des exemples à donner, des sévérités nécessaires et salutaires, tels sont ceux qui doivent triompher dans cette question qu'on étriqué, les uns par hypocrisie, pour soutenir le communard, et les autres par cette niéserie qui fait croire aux esprits fourbus que l'égalité c'est la justice.

Mais moi, je suis de l'avis du jury ; et si, comme on l'a dit perfidement, c'est le jaloux Meissonnier qui a enlevé la décision de ses confrères, moi qui ne suis pas peintre et qui ne suis pas jaloux, je suis de l'avis de M. Meissonnier. — J. Barbey d'Aurevilly.

GAMBETTA A ANGERS.

On écrit de Paris :

Nous avons lu avec un sentiment renouvelé de douloureuse indignation le discours que vient de prononcer à Angers le trop fameux dictateur. Ah ! que vous dites vrai, citoyen Gambetta, en ce passage de votre discours : « Les simples, les gens qui croient que les affaires publiques sont toujours menées de bonne foi par les partis... leur désillusion a été prompt. »

Il y a eu en effet des gens simples qui, après nos épouvantables malheurs, après nos désastres accrus « par la dictature de l'incapacité, » par ceux qui s'étaient fait sans mandat les maîtres de la France ; il y a des gens simples qui, malgré de monstrueuses erreurs et d'impardonnables faiblesses, croyaient encore à la bonne foi, et qui pensaient que vous, citoyen Gambetta, par exemple, pourriez utilement concourir à la restauration de la France et la faire bénéficier d'une expérience politique acquise, hélas ! à vos dépens. « Leur désillusion a été prompt. »

Quand vous êtes rentré en scène, au mois de juillet dernier, après votre retraite calculée ; quand ils ont vu, dans votre discours de Bordeaux et dans d'autres encore, que vous étiez toujours enfané de phrases révolutionnaires, plein de préventions, de préjugés haineux, outrecuidant toujours, et toujours honteusement ignorant, il ont désespéré de vous et de vos amis, et n'ont plus considéré votre parti que comme l'expression vivante de cet esprit révolutionnaire qui, après avoir par le crime jeté la France hors de sa voie séculaire et glorieuse, a par le crime encore empêché d'édifier quelque chose de chrétien, de français et d'honnête sous ce nom de République incessamment déshonoré par vous et par les vôtres. »

Voilà le sentiment douloureux et indigné que renouvelle aujourd'hui dans toutes les âmes françaises le nouveau discours de l'ex-dictateur Gambetta.

Au point de vue de la forme, nous y avons retrouvé cette éloquence essouffée, avocassière, sonore et creuse, bourrée d'apostrophes et d'objurgations, d'accusations sans preuves, d'affirmations arbitraires, contradictoires et déconçues.

Quant au fond, le discours est indigent, s'il témoigne chez l'orateur d'une certaine rouerie politique, c'est tout ; cette rouerie, assez grossière d'ailleurs, consiste à parler avec affectation de l'ordre, de la famille, de la propriété, à les récla-

mer hardiment comme le bien propre de la République gambettiste ; si l'on y joint quelques conseils de discipline et de modération adressés directement au parti, on a tout le secret de ce grand politique, qui n'est grand pour personne, pas même pour ses amis.

Ne lui demandez donc ni sens politique élevé, ni tact intelligent ; le nouveau discours, comme ceux qui l'ont précédé, est l'œuvre d'un agitateur dont la puissance éphémère est due aux circonstances, mais qui n'a en lui aucune ressource profonde, aucune instruction sérieuse, aucune fermeté de conscience.

MÊME SUJET.

OPINION DES JOURNAUX.

On disait que M. Gambetta, sur le conseil d'un ami sage, avait renoncé à ses voyages politiques, et qu'il consentirait à faire un emploi calme et discret de ses vacances. Il n'en était pourtant rien ; au moment même où on le supposait le plus sédentaire et le plus taciturne des députés, M. Gambetta en était de nouveau le plus loquace et le plus ambulancier.

C'est vers l'Ouest que cette fois il a dirigé sa course, et c'est la ville d'Angers qui a eu la bonne fortune de retentir de ses paroles. Le Midi ne pouvait pas déceintement prétendre à être deux fois de suite le but des pégrinations du grand homme. Celui-ci se doit à la France tout entière, et il ne saurait favoriser trop manifestement une région.

On se tromperait du reste en supposant que le long discours prononcé par lui à Angers s'adressait aux habitants de cette ville. Ceux-ci n'étaient en quelque sorte que des auditeurs d'occasion. En réalité, la parole du maître porte plus loin, et franchissant les limites urbaines, les frontières départementales, elle est destinée à tous les Français. C'est un prétendant qui parle. Ses amis le lui ont dit : « Grâce vous soient rendues, s'est écrié un disciple-prophète, et que notre reconnaissance soit le présage de celle qui, dans un avenir meilleur, vous sera témoignée par la nation tout entière ! » La promesse est formelle et nous voilà avertis.

Encouragé par cette prédiction, M. Gambetta a prononcé le discours le plus long qu'il ait fait de sa vie, et c'est beaucoup dire.

Au surplus, si ce discours l'emporte sur les autres par la longueur, il les dépasse aussi par les banalités, les choses vides et pompeuses. On y trouve des phrases comme celles-ci : « On ne voyage pas assez en France, et, ce que nous connaissons le moins, c'est notre géographie. » La seconde affirmation est vraie, autant que peu nouvelle ; la première étonne de la part de l'infatigable voyageur.

Il va de soi que M. Gambetta a attaqué avec énergie cette Assemblée de Versailles « qui ne représente plus le pays et dont beaucoup de membres ne représentent plus qu'eux-mêmes, ce qui n'est point assez. »

En revanche, il s'est abstenu de parler de l'insurrection de mars :

Je ne viens point ici rappeler le passé,
Ni vous rendre raison du sang qu'on a versé.

Ce n'est pas bon à rappeler, a-t-il dit, car c'est la guerre civile.

Permettez, le procédé est commode, mais il n'est point correct. Il est urgent, il est essentiel que vous vous prononciez d'une façon nette et précise sur cette entreprise formidable, qui a tenu le pouvoir légal en échec durant deux mois, et à laquelle ont manifestement participé plusieurs des hommes de votre entourage ! Si la Commune avait tout à fait triomphé, elle vous aurait accueilli, sinon comme un ami, du moins comme un neutre qui est allé respirer en Espagne les parfums des oranges, tandis que se débattaient ici les destinées de son pays.

Voilà pourquoi vous continuez à nous être suspect, bien plus encore, dangereux pour l'établissement de la République.

(Courrier de France).

Non-seulement quelques conseillers généraux font des adresses pour demander à M. Thiers l'établissement définitif de la République, mais il s'est fondé une association de commis-voyageurs en éloquence pour presser ce résultat. Le plus illustre de ces Gaudissarts républicains, vient de commencer sa nouvelle tournée par Angers, afin de révolutionner les provinces de l'Ouest réputées jusqu'ici absolument sourdes au boniment des radicaux.

A Angers donc, le Gaudissart Cahurcien est venu, il a parlé ; le Patriote, feuille radicale du cru, ajoute même avec un ton d'importance qu'il a mangé et qu'il a couché.

On comprend la suite. L'éclat des foudres oratoires a réduit en poussière tout ce qui pouvait en ces pays rétrogrades demeurer des idées de l'ancien régime. La République a vaincu, et bien que, de l'aveu même de la République française, les auditeurs de Gambetta fussent à peine quatre cents, le journal de M. Dort-d'un-Œil n'hésite pas à proclamer que l'Ouest de la France est animé des mêmes sentiments que le Midi et se prépare à proclamer la République. C'est merveilleux, surtout quand on songe que pour cette révolution subite il a suffi d'un seul jour et d'un seul homme parlant, banquetant et couchant parmi les Angevins. Eût-on pu rêver qu'un torrent de bavardage, du vin répandu et un lit d'auberge feraient en un jour et une nuit pareille révolution ?

Pourtant, M. Gambetta n'allait pas vers eux sans défiance. Il s'en explique dans son discours. Il rappelle qu'on prête volontiers des idées rétrogrades aux paysans des contrées qui s'appellent la Vendée, le Bocage, etc. Tant de souvenirs sont vivants dans ces pays glorieux, la révolution s'y est fait connaître par tant d'excès et l'ancienne France y a vaillamment combattu, au prix de tant de sang, que chaque coin de terre est pour ainsi dire un témoin perpétuel des luttes d'alors, et que chaque sillon crie derrière aux revenants de 93. Aussi, très-habilement, M. Gambetta a-t-il déclaré qu'il ne fallait pas parler du passé et qu'il n'en parlerait pas.

Disons tout de suite qu'il a mal tenu sa promesse, car presque aussitôt il s'est attaqué aux vieilles idées que prétendent faire triompher, contre le gré de la France gambettine, quelques députés venus, a-t-il dit dédaigneusement, de quelques gentilhommières. M. Gambetta trouve ces hommes non-seulement fâcheux, mais encombrants et coupables. Il n'en veut plus. Il faut qu'ils s'en aillent, et nous voilà sur le chapitre de la dissolution.

M. Gambetta proclame bien haut que cette dissolution est indispensable, et d'autant plus que ceux qui s'y opposent ne la repoussent que parce qu'ils sont sûrs de ne plus revenir après de nouvelles élections. Et la raison, s'est-il écrié, c'est qu'à l'heure qu'il est, « ils ne représentent plus qu'eux-mêmes ». En vérité, ajoute-t-il, en soulignant ce trait de son épais sourire, « en vérité, ce n'est pas assez ».

Donc, il faut qu'ils partent, et, sans indiquer clairement les moyens, M. Gambetta se réserve évidemment, avec l'aide du peuple, de les contraindre à abandonner une partie qu'ils ne veulent pas quitter. En attendant de mûrir ces projets, il cherche des complaisances, et ce n'est pas la moins curieuse et la moins importante révélation de son discours, que sa péroraison consacrée à nous dire tout ce qu'il attend de M. Thiers :

Pourquoi ne le dirais-je pas ? ce qui ajoute à ma foi dans l'avenir, c'est qu'il me semble que celui qui est à la tête du gouvernement ne peut oublier ni son origine, ni ses études, ni les leçons de l'expérience ; il sait, il doit savoir qu'il y a quelque chose de plus beau que d'avoir écrit les annales de la Révolution française, c'est de l'achever, en couronnant son œuvre par la loyauté et la sincérité de son gouvernement.

Les applaudissements des 400 démocrates ont renvoyé à M. Thiers ce compliment compromettant.

Ailleurs, le banquetier s'est fortement élevé contre les calomnies qui assaillent sa bonne République :

On dit, s'est-il écrié, que nous sommes les ennemis ou plutôt que notre parti menace la propriété, la famille, la liberté de conscience ; c'est là une calomnie qu'on colporte de chaumière en chaumière.

Notre parti, l'ennemi de la propriété, de la liberté de conscience, de la famille ! O triples mensonges, et triples vipères qui colportez ce mensonge ! Le parti républicain, le parti de la Révolution française serait l'ennemi de la propriété, lui qui l'a introduite dans le monde français !

M. Gambetta explique cela en montrant que la Révolution a fait tout le monde propriétaire. En d'autres termes, on pourrait dire aussi bien que le communisme établirait la propriété dans le monde, puisqu'en enlevant leur bien à ceux qui possèdent, il prétend l'attribuer par part égale à chaque citoyen. La façon dont le parti a toujours pratiqué le respect de la famille et de la liberté de conscience n'est pas moins connue. On sait en effet qu'il recommande les unions libres, et que le prêtre est la bête

noire livrée à tous les outrages, en attendant qu'un jour d'émeute le puisse livrer à tous les bourreaux.

Du reste, l'exemple de M. Gambetta parle lui-même assez haut. Nous avons assez joui de son gouvernement pour savoir ce que devenaient sous sa houlette les droits de la propriété, de la famille et de la conscience. Nous savons également ce que pesaient pour lui l'intérêt et l'honneur de la France, lorsqu'il appelait pour y rapiner à leur aise, dans le désarroi des désastres publics, ces hordes sans nom, venues de partout, et qui s'étaient donné pour chef naturel le roi des brigands, Garibaldi. Oui, certes, notre instruction est faite, et quand vous dites, Monsieur Gambetta, que les représentants de la majorité ne représentent plus qu'eux-mêmes, et que ce n'est pas assez, nous répondons : Votre République aussi, votre parti ne représentent que vous-même... et c'est beaucoup trop. (Univers.)

M. Gambetta a repris le cours de ses voyages. Accompagné de Spuller-Achates, qui porte la caisse d'échantillons de la République, l'ancien chef de maison de « la Défense nationale », devenu, par le malheur et la durée des temps, simple placier, parcourt en ce moment l'Ouest de la France, et, comme on dit dans le langage de ses confrères, il a fait d'abord Angers.

C'est samedi qu'il est arrivé dans cette ville; les annonces ont paru aussitôt dans le *Patriote*, feuille écarlate de l'endroit, et chacun a été averti que le déballage se ferait dimanche, entre cinq et six heures du soir, dans la maison du citoyen Chauveau, aménagée à cet effet.

La population angevine paraît avoir répondu avec un médiocre enthousiasme à l'appel de M. Gambetta. Quatre cents chandals, dit le *Patriote*, organisateur de la fête, deux cents seulement, dit le *Journal de Maine-et-Loire*, — mettons trois cents et n'en parlons plus, — étaient venus prendre leur part de cette petite fête; le reste de la ville semblait se douter peu de l'honneur qui lui était échu en partage, et les bonnes gens d'Angers ont laissé passer dans les bonnes rues de leur bonne ville MM. Gambetta, Spuller, Allain-Targé et leur cortège, sans leur accorder même cette aumône de curiosité que les villes de province prodiguent d'ordinaire aux phénomènes de passage. Le dictateur n'a eu ni la joie d'une ovation, ni le plaisir amer, mais très-recherché par lui, d'une manifestation opposante, d'un charivari, pour employer le mot à la mode de son monde.

Ce calme, cette froideur, cette cruelle indifférence ont produit sur l'éloquence du tribun une fâcheuse influence, et, malgré les éloges, les flatteries, les courbettes de M. Guillon, procureur général du 4 septembre, qui, « pour remercier Gambetta des éminents services qu'il a rendus à la République, a proposé de lui porter un toast (sic) », faible remerciement, n'est-il pas vrai, et peu coûteux, — malgré les cris de : « Vive Gambetta ! vive la République ! » l'acteur orateur sentait bien que tous ces bravos, tous ces cris venaient de la claque, et de la claque seulement, que le vrai public était absent et que les billets de faveur abondaient. Aussi s'est-il littéralement battu les flancs pendant une heure et demie, faisant un discours qui ne remplit pas moins de dix colonnes de son journal officiel, la *République française*, d'autant plus diffus dans sa parole qu'il cherchait toujours un effet, un regain d'éloquence qui jamais n'a voulu apparaître.

Donc, rien de nouveau dans ce discours de M. Gambetta, rien qui vaille qu'on s'y arrête, rien, si ce n'est la conclusion, la dernière phrase. Cette dernière phrase, la voici :

« Ce qui ajoute à ma foi dans l'avenir, » c'est qu'il me semble que celui qui est à la tête du gouvernement ne peut oublier ni son origine, ni ses études, ni les leçons de l'expérience; il sait, il doit savoir qu'il y a quelque chose de plus beau que d'avoir écrit les annales de la Révolution française, c'est de l'achever en continuant son œuvre par la loyauté et la sincérité de son gouvernement. »

Il y a dans ces paroles un éloge mal dissimulé de M. Thiers, et comme une sorte d'invitation à se rapprocher encore plus du parti radical, éloge et invitation qui, s'ils n'ont pas de quoi nous surprendre beaucoup, ont de quoi nous effrayer dans une assez large mesure. Il est évident, en effet,

que si M. Gambetta n'avait pas eu, depuis quelque temps, à se louer de M. Thiers, et s'il n'espérait encore davantage de lui pour l'avenir, cet éloge et cette invitation n'auraient pas trouvé place dans la bouche du discoureur d'Angers; c'était, on se le rappelle, d'autre façon que l'ex-dictateur parlait du Président actuel dans ses allocutions méridionales de septembre et d'octobre 1871.

Que s'est-il donc passé depuis cette époque, et quels gages M. Thiers a-t-il pu donner à M. Gambetta? Où en sommes-nous enfin, ou plutôt où en est la politique du Président? C'est là une question qu'après le discours d'Angers les conservateurs, même les républicains modérés, doivent se poser non sans un certain effroi. (La Patrie.)

Correspondance.

Paris, 12 avril 1872.

Monsieur le Rédacteur,

Je viens d'accomplir un triste pèlerinage; j'ai suivi la voie douloureuse parcourue par les otages, de la prison de la Roquette au jardin de la rue Haxo.

Parti de la prison, qui fut aussi le théâtre d'un autre massacre, j'ai gravi les hauteurs de Belleville, me représentant par la pensée les souffrances des malheureux prisonniers pendant ce long trajet, les cris de la foule, les injures, les blasphèmes, les visages féroces des assassins, et aussi le calme, le courage, la sérénité des victimes. Ils étaient quarante; aucun ne songea à résister, mais tous, la conscience tranquille, la paix dans le cœur, se laissèrent massacrer pour Dieu et pour la France. J'ai vu ce mur haut et sombre auquel on les adossa pour les fusiller; quelques pierres sont encore teintes de sang, presque toutes gardent l'empreinte des balles.

Au pied du mur, un trou; là furent jetés comme une vile marchandise les corps des martyrs.

Le spectacle de ces lieux, témoins d'un acte aussi barbare et aussi récent, vous laisse une impression profonde; on ne sait si on doit prier pour les morts ou leur adresser des prières comme à des martyrs et à des saints. On se demande aussi comment on pourrait prévenir le retour de semblables malheurs, comment éclairer l'intelligence de cette population corrompue qui accomplit et laisse accomplir ces crimes odieux, comment instruire son esprit, élever son cœur et la rendre meilleure. Redoutable question, problème ardu et difficile que des gens de courage et de foi ont pourtant essayé de résoudre.

Un officier, M. de Mun, s'est mis à l'œuvre; il a rencontré des hommes de bonne volonté et vient, avec leur aide, d'ouvrir à Belleville un cercle d'ouvriers sur le modèle de celui qui existe déjà sur le boulevard Montparnasse. Un autre cercle est en voie de formation à Montmartre; espérons qu'ils ne seront pas les seuls, et que Paris comptera bientôt autant de cercles que d'arrondissements. Ce sera peu, mais ce sera déjà beaucoup.

Dans ces maisons, l'ouvrier trouve de bons livres et de bons journaux; il y entend de solides instructions et des conférences sérieuses qui lui permettent de se former un jugement droit et une raison saine. Les jeux n'y sont pas oubliés, tout est prévu pour moraliser, instruire et amuser.

En visitant le cercle de Belleville, je pensais aux prétendus philanthropes de l'école révolutionnaire dont Voltaire est le modèle insolent et égoïste. Qu'ont-ils fait pour le peuple? Tout, à entendre leurs théories païennes et creuses; en pratique: rien. Tout pour eux, rien pour le peuple, tel est le résultat le plus clair de leurs agissements.

Eh bien! que leurs admirateurs visitent le Cercle de Belleville; ils verront ce que peut réaliser la véritable philanthropie qui n'est autre que la charité chrétienne; ils verront quels fruits merveilleux produit la foi sur une terre arrosée du sang des martyrs.

Veillez agréer, Monsieur le Rédacteur, etc. RENE DU RONCERAY.

Chronique de l'Ouest

ET
CHRONIQUE LOCALE

Il paraît que nous avons troublé la digestion du banquet communard et gambettocrate chez le très-jeune, très-candide, très-intelligent et très-délicat rédacteur du *Courrier de Saumur*, car il revient inopinément et sans dire gare à son rôle de Roland furieux. Cette fois l'accès dépasse l'injure et va jusqu'à la diffamation. Le brave jeune homme essaye d'entamer avec nous cette guerre du mensonge et de la calomnie, guerre déloyale et lâche qui rentre parfaitement dans les habitudes de messieurs les démagogues, mais qu'on arrête au besoin avec une douche judiciaire.

On a célébré la semaine dernière, dans l'église du Lion-d'Angers, le service anniversaire de M. Félix Belon, capitaine aux zouaves pontificaux, tué l'année dernière à la bataille du Mans. Tout le monde sait la part que prirent à cette journée les héroïques soldats de Charette. « En avant, leur avait crié le général Gougeard, pour Dieu et la patrie; le salut de l'armée l'exige. » Et les zouaves s'étaient lancés à l'assaut du plateau d'Anvours, d'où l'artillerie prussienne balayait nos troupes qui se repliaient en désordre sur le bourg d'Ivré-l'Évêque. Le plateau fut pris, l'ennemi culbuté de ses positions dut céder à son tour le champ de bataille. A ce moment, le capitaine Belon fut atteint d'une balle au front. Cette victoire, hélas! trop chèrement achetée retarda d'un jour la prise du Mans.

Félix Belon était un vétéran de Castelfidardo. D'une nature ardente et généreuse, il avait la passion du sacrifice. Il cherchait toutes les occasions de se dévouer pour ces deux grandes causes: l'Eglise et la patrie. Ses camarades l'estimaient et l'aimaient. Sévère pour lui-même dans l'accomplissement du devoir, il savait le rendre facile aux autres. Au combat, son ardeur électrisait l'âme de ses soldats. Le régiment des zouaves a perdu en lui l'un de ses plus braves officiers.

De nombreux amis assistaient mercredi dernier, dans l'église de Coufflé, au mariage de M^{lle} Michelle de Charette, avec M. le vicomte Harscouët de Kéringant.

Les témoins étaient, pour M^{lle} de Charette, M. le comte Edouard de Monti, le représentant si digne de M. le comte de Chambord, et M. le général de Sonis, qui, retenu par son état de souffrance, s'était fait remplacer par M. le prince Charles de Lucinge.

Le marié avait pour témoins M. le comte de Harscouët de Kéringant, de Rennes, et M. Le Maignan de la Verrie.

On sait que M. le vicomte d'Harscouët de Kéringant, aide-de-camp du général de Charette, a sa part dans tous les glorieux faits d'armes, dans tous les services rendus à l'Eglise et à la France par l'illustre chef des zouaves pontificaux.

Les mariés revinrent au château de la Contrie au milieu de toute la population qui se pressait sur leur passage pour les saluer.

Plus de 500 paysans invités sont venus s'asseoir aux longues tables préparées en

plein air et prendre part à cette joyeuse fête favorisée, on peut dire, par le premier beau jour.

Deux cents malheureux, appelés de tous les points de la contrée, avaient aussi leur bonne place marquée au festin nuptial.

Les premiers toasts ont été portés, l'un par M. le général de Charette: *A Pie IX!* l'autre par M. le comte Edouard de Monti: *A Henri V!*

Après un hommage rendu au dévouement du glorieux général de Sonis et des autres témoins, M. Athanase de Charrette a porté un toast à M. le comte de Monti, qui a répondu en ces termes:

Mon bien cher général,

Je te remercie du toast que tu viens de me porter, et l'accepte avec d'autant plus de gratitude, que je comprends davantage qu'il s'adresse bien plus au Roi, mon maître, qu'à ton vieux cousin.

Je remercie ta bonne mère d'avoir pensé à moi à l'occasion de cette fête de famille. En m'invitant à servir de témoin officiel aux noces de ta sœur, elle a voulu donner au vieux Jacobite, toujours et partout fidèle, à l'ancien aide-de-camp, à l'ami de ton père, une preuve bien flatteuse pour moi d'affection et de sympathie.

Ah! puisque le nom de ton noble père s'est échappé de mon cœur et de mes lèvres, laisse-moi le dire, sans toutefois attrister ce beau jour: combien il eût été heureux d'assister, lui aussi, au mariage de sa fille! Combien, surtout, il eût été fier d'applaudir à ta belle conduite, à celle de tes frères et à l'admirable dévouement de sa digne compagne, si Dieu le lui avait permis!

Je bois à ta santé, mon cher général, à celle de ta mère, à celle de tes frères et de tes sœurs... Et, en parlant de toi, je t'associe, dans ma pensée, à tous ces braves jeunes gens que tu as animés, encouragés par ton exemple, quand l'heure des combats et des périls a sonné... et qui ont constamment soutenu tes efforts par leur abnégation, par leur esprit de discipline et par leur indomptable énergie.

J'honore tout particulièrement dans ta personne ceux qui ne sont plus; j'honore les blessés, les mutilés qui m'écoutent ici, et qui, comme toi, ont versé leur sang pour Dieu et pour la France...

Oui, Messieurs, buvons au général de Charrette et à ses glorieux soldats!

Vive le général de Charrette!

Vivent les zouaves pontificaux.

(L'Etoile.)

On lit dans le *Journal de Maine-et-Loire*:

Aujourd'hui M. Gambetta est à l'ordre du jour — parlons de M. Gambetta.

Le grand homme est venu à Angers suer la sueur que l'on connaît, puis il est reparti. Les uns l'envoyaient tout droit à Paris, disant qu'il avait trouvé l'Ouest trop froid pour sa nature méridionale; les autres lui faisaient continuer aux environs sa petite tournée. Le *Journal d'Ille-et-Vilaine* s'écriait: « Il arrive, il arrive! — qui? — lui: Gambetta; » et l'*Union de la Sarthe*, croyant que l'on allait banqueter au Mans comme à Angers, lançait ce cri d'appel: « Radicaux du Mans, à vos fourchettes! »

Ces deux journaux se sont trompés: la *Sarthe* nous annonce bien que M. Gambetta venant d'Angers a passé au Mans mardi matin; mais le grand homme n'a fait que déjeuner au buffet de la gare, et est reparti par le train suivant.

Le *Journal de Rennes* nous apprend que le même jour, à l'arrivée du train de 3 heures 25 minutes, on a reconnu M. Gambetta passant à Rennes, en venant du Mans et se dirigeant d'Angers sur Brest. Accompagné de

